

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Brèves

Rassemblées par GMNN

NAMIBIE/MINE.

Namibia Criticals Metals (NCM) a obtenu toutes les autorisations nécessaires pour lancer le développement de son projet de terres rares Lofdal. C'est ce qu'a annoncé la compagnie minière en fin de semaine dernière, dans la foulée de l'octroi par Windhoek d'un permis d'exploitation minière valable 25 ans pour cet actif. " Nous avons atteint un autre point d'inflexion important, dans la foulée de la mise à jour des ressources minérales annoncée plus tôt cette année, en mai. Avec la réception annoncée précédemment du certificat d'autorisation environnementale pour Lofdal le 30 juin 2021, nous avons maintenant un projet minier entièrement autorisé à Lofdal ", se réjouit Darrin Campbell, président de la compagnie.

ÉTHIOPIE/OR.

Selon une première estimation de ressources réalisée en avril 2021, le gisement Segele en Éthiopie hébergerait 52 410 onces d'or. De nouveaux indices montrent que le potentiel pourrait être plus grand et une mise à jour sera bientôt effectuée. La junior minière Akobo Minerals, cotée depuis quelques jours sur Euronext Growth, a réalisé de nouvelles intersections de minéralisation aurifère sur son gisement Segele en Éthiopie. Selon les détails publiés le 23 juillet, elle a réussi à intercepter 0,48 m à une teneur de 45,3 g/t et 1,43 m à une teneur d'or de 13,8 g/t.

RD CONGO/CUIVRE.

Le 29 juin, Fitch Solutions a publié ses prévisions sur la production minière de cuivre dans le monde cette année et sur le reste de la décennie. À en croire les données de l'agence de recherche, la production de cuivre congolaise progressera de 6,9 % en 2021, portée par l'entrée en production de la mine de Kamao-Kakula. L'actif détenu par Ivanhoe Mines confirme déjà les attentes placées en lui et peut potentiellement aider la RDC à dépasser ses concurrents dans la hiérarchie des producteurs mondiaux. Une bonne nouvelle, alors que les observateurs s'accordent pour prédire une explosion de la demande de métal rouge.

Précision

Suite à notre article paru en page 5 dans le journal du 27 juillet 2021 sur la nomination du Gabonais Henri-Max Ndong Nzué au poste de Directeur Afrique Exploration-Production du groupe TotalEnergies, la direction générale de Total Gabon nous a apporté les précisions suivantes : Henri-Max Ndong Nzué n'est ni administrateur de Total Gabon ni Country Chair. Dont acte.

Systemes alimentaires : les préparatifs du sommet se poursuivent

GMNN
Libreville/Gabon

LA pandémie de Covid-19 a rendu encore plus visibles les dangereuses défaillances des systèmes alimentaires qui menacent concrètement la vie et les moyens d'existence des populations du monde entier.

Avant le début de la crise actuelle, les arguments plaçant en faveur d'une transformation étaient déjà plus évidents que jamais. Un accent sera sans doute mis sur la recherche de solutions efficaces pour prévenir les risques alimentaires lors du sommet mondial sur les systèmes alimentaires qui se tiendra à New York en septembre prochain. Les ministres en charge de l'Agriculture des différents pays qui participeront audit sommet ont tenu une nouvelle séance de travail lundi. Le Gabon était représenté à ces travaux par le ministre Biendi Maganga Moussavou. Le membre du gouvernement a plaidé pour une politique d'écoresponsabilité lors de ce présommet qui s'est tenu par visioconférence. Une position défendue par le Gabon, impulsée par le président de la République, pour combattre les changements climatiques, une des problématiques majeures qui pèsent aujourd'hui sur les systèmes alimentaires et sur la vie, de façon générale. Selon les Nations

unies, il y a plus qu'assez de nourriture dans le monde pour couvrir les besoins des 7,8 milliards de femmes et d'hommes qui peuplent la Terre. À ce jour, pourtant, plus de 820 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Quelque 144 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, soit plus d'un enfant sur cinq dans le monde. Nos systèmes alimentaires ne fonctionnent plus et la pandémie de Covid-19 aggrave la situation.



Photo: Drj/L'Union

Le ministre Biendi Maganga Moussavou.

Conflit homme-éléphant : les Oyemois pour une résolution rapide

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

APRÈS les provinces de la Nyanga, de la Ngounié et du Moyen-Ogooué, le ministre délégué aux Eaux et Forêts, à la Mer, à l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres, Charles Mve Ellah – qu'accompagnait une forte délégation – a séjourné dans le Woleu-Ntem du 18 au 20 juillet dernier. Le but de cette visite: recueillir des avis des populations victimes des dévastations causées par des pachydermes, en vue de finaliser la rédaction de la stratégie nationale sur le conflit homme-éléphant (CHE). À Oyem, le membre du gouvernement et ses collaborateurs impliqués dans ce " dossier brûlant " ont échangé à bâtons rompus avec les paysans et associations venus des cinq départements du Septentrion (Ntem, Haut-Ntem, Okano, Haut-Como et Woleu) pour tenter de trouver des solutions aux dégâts causés par les éléphants auprès des villageois. Au cours des débats, les victimes ont recommandé au



Photo: PME

Les participants à l'issue de la rencontre.

gouvernement à prendre " des décisions fortes et courageuses, pour résoudre le conflit qui nous oppose aux éléphants ". Selon une victime, " chez nous à Medouneu, l'éléphant boit de l'eau dans les fûts derrière la maison. Ce qui veut dire que nos vies sont menacées au quotidien ". Aussi, ce dernier a-t-il proposé l'abattage systématique des pachydermes pour diminuer leur surpopulation. Et, le représentant de l'association " Cœurs unis " du regroupement des villages Mbam-Assegma (département du Woleu) de renchérir : " Il faut systématiquement tuer les éléphants qui sont en divagation. C'est la seule option ". Le ministre délégué aux Eaux et Forêts a, non seulement, rassuré les uns et les autres quant à la détermination du gouvernement

à trouver les pistes de solutions, mais également, il a pris acte des recommandations faites par les victimes, en présence du gouverneur du Woleu-Ntem, Jules Djéki, des préfets du Ntem, du Woleu et du Haut-Como. Charles Mve Ellah n'a pas manqué de relever les 8 374 plaintes enregistrées depuis 2015 par son cabinet, faisant état de la destruction des cultures vivrières, des agressions corporelles par les éléphants. Des attaques qui ont occasionné huit décès entre 2020 et 2021. Pour remédier à la situation, le gouvernement a pris la décision de construire des clôtures électriques, d'indemniser les victimes dont 800 d'entre elles ont déjà bénéficié depuis 2016 du don spécial du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.